

Faits saillants – Épisode 18

Niagalé Bagayoko discute de son parcours académique et professionnel, notamment du contenu de sa thèse qui a gagné le premier prix à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN).

Mme Bagayoko explique que, malgré les années qui ont passé depuis la rédaction de sa thèse, elle constate que peu de changements ont été faits depuis 2002. Elle soutient son point en expliquant que les politiques de sécurité française et américaine étaient totalement inadaptées pour le type de conflit ou de violence auxquels elles étaient vouées à l'époque et que nous retrouvons la même problématique aujourd'hui.

Dr. Bagayoko discute de la mission et de l'objectif du réseau *African Security Sector Network* (ASSN), dont elle est actuellement présidente. Elle explique les éléments principaux qui font que ce réseau est important, notamment la réflexion de la gouvernance démocratique en matière de gestion et sécurité.

Elle discute des principaux enjeux de sécurité au Sahel et de l'impact de la pandémie sur les questions de sécurité dans cette région. Malgré quelques exceptions, dont elle discute brièvement, Mme Bagayoko affirme que la COVID-19 n'a pas eu d'impact significatif au niveau de l'évolution de la situation sécuritaire au Sahel. Elle explique la complexité des dynamiques présentes entre les différents acteurs et discute des nuances présentes au sein de ces dynamiques.

Mme Bakayoko discute de l'importance du dernier rapport auquel elle a participé. Elle affirme que ce rapport est une preuve qu'il est possible de faire beaucoup avec peu de moyens puisque ce rapport a attiré l'attention de plusieurs acteurs importants, notamment les élites locales, ce qui a eu un grand impact. Elle discute des trois piliers de cette plateforme citoyenne et offre une brève explication sur chacun et sur leurs objectifs dans leur bataille pour une nouvelle approche au Sahel.

Mme Bagayoko discute des principaux enjeux suivant le coup d'état en août 2020 au Mali. Elle admet être sceptique au sujet des populations locales qui sont vraiment celles qui ont souffert le plus de ces bouleversements politiques. Elle justifie cette idée en faisant un parallèle entre les événements du 25 mai du Mali et la situation au Tchad. Elle explique que la plus grande préoccupation avec ces événements est le recul des principes de gouvernance démocratiques et du respect de l'état de droit, par les institutions africaines, mais surtout le système normatif à ses différents niveaux, soit continental et régional.

Dr. Bagayoko explique le concept d'hybridité des systèmes de sécurité en Afrique. Elle affirme qu'ils prennent insuffisamment en compte la réalité du fonctionnement des appareils de sécurité et de défense. Elle explique qu'il est très difficile d'analyser la corruption dans les pays africains, si l'on n'analyse pas les relations de pouvoir et de solidarité. Elle donne plusieurs exemples pour illustrer cette idée.

Niagalé Bagayoko discute des principaux défis du G5 Sahel. Elle décrit l'organisation comme une organisation qui est l'archétype de l'inflation institutionnelle, qui a donné lieu à la gestion de cette crise sahélienne. Elle donne un aperçu de la complexité institutionnelle associée à l'architecture du G5, discutant principalement de l'aspect multidimensionnel de l'organisation.

Mme Bagayoko discute de la terminaison de l'opération Barkhane émit par le gouvernement français et de son remplacement par l'opération Takuba. Elle donne un aperçu des distinctions entre les deux opérations, et des différents instruments utilisés. Elle admet son scepticisme face à la reprise de coopération alors que le discours politique est encore instable.

Mme Bagayoko discute des défis à venir pour la MINUSMA dans la prochaine année. Elle soutient que nous traversons une crise très profonde dans l'ensemble des instruments de gestion des conflits. Elle explique que la MINUSMA est un bon exemple de cette crise collective, puisque l'impact des opérations est limité. Elle soutient qu'un des principaux défis de la MINUSMA sera la mise en application de l'accord pour la paix et de la coopération de 2015, puisque la mise en œuvre de cette partie du mandat de la mission a très peu avancé depuis la signature de l'accord. Niagalé Bagayoko affirme que la MINUSMA est un exemple parmi d'autres qui reflète cette crise collective et l'utilisation d'outils inadéquats. Elle soutient qu'il est impératif pour la communauté internationale de repenser ce type d'opération, ainsi que les outils de gestion des conflits.

Mme Bakayoko discute des questions qui lui sont posées devant les médias et de cette constante qui souligne principalement les questions militaires. Elle explique que, d'un côté, il y a des questions plus vagues et focalisées, et de l'autre, qu'il y a certaines questions qui sont beaucoup plus précises, souvent demandées par des journalistes maliens très familiers avec le contexte d'hybridité présente dans la région du Sahel.